



Rapport d'activités 2015

RISQUES INDUSTRIELS MAJEURS
L'alerte est donnée, que faire ?

ADOPTER LES BONS REFLEXES !

 <p>Mettez-vous à l'abri dans le bâtiment le plus proche</p> <ul style="list-style-type: none">• Ne restez ni à l'extérieur ni dans votre véhicule.• Fermez les portes, les volets et les fenêtres.• Calfeutrez les ouvertures et les aérations.	 <p>Ecoutez la radio et respectez les consignes des autorités</p> <ul style="list-style-type: none">• France Bleu HN : 95.1 FM• France Bleu BN : 102.2 FM• France Inter : 88.9 FM
 <p>N'allez pas chercher vos enfants à l'école</p> <ul style="list-style-type: none">• Ils sont en sécurité, leurs enseignants connaissent les consignes.• En vous déplaçant, vous mettez votre vie en danger et gênez les secours.	 <p>Ne téléphonez pas</p> <p>Les réseaux téléphoniques doivent rester disponibles pour les services de secours.</p>

Plus d'infos : www.ormes.fr
Alerte Estuaire @alertestuaire
Allo Industrie : 0800 101 092



Office des Risques Majeurs de l'Estuaire de la Seine

SOMMAIRE

Le contexte 2015	3
Glossaire	5
Les membres	6
Le fonctionnement statutaire	7
Les collaborateurs	8
Les projets	
Réponse Collective aux Situations d'Urgence de la Zone Industrielle et Portuaire du Havre	9
Commission « Surcotes Marines »	17
L'information et la communication	19
Le Haut Comité Français pour la Défense Civile	22

L'actualité 2015 dans l'estuaire de la Seine

Les risques technologiques

L'instruction du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) se poursuit avec les acteurs locaux. Des groupes de travail préparent la stratégie et le projet de règlement.

Un contexte réglementaire en évolution :

Ordonnance n°2015-1324 du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques

Possibilité de prescrire des mesures alternatives aux mesures foncières apportant une amélioration substantielle de la protection des personnes.

Coût des mesures alternatives limitées aux coûts des mesures foncières évitées.

Financement tripartite Etat-Collectivités-Industriels

Le 17 novembre 2015, les industriels SEVESO, les entreprises impactées et le Grand Port Maritime du Havre (GPMH) se regroupent et créent leur association « Ensemble pour la sécurité de la zone industrielle et portuaire du Havre (E-SECUZIP-LH) afin d'apporter une réponse commune aux enjeux de la prévention et de la gestion des risques technologiques.

Le 10 décembre 2015, un projet de stratégie PPRT a été présenté aux Personnes et Organismes Associés (POA) par les services de l'Etat. Ce projet a été mis en consultation le 21 janvier 2016.

Incidents & accidents relevés en 2015 ayant fait l'objet d'un déclenchement de POI et / ou d'une communication :

- Une fuite de monomères en fond de réacteur R4 chez OMNOVA SOLUTIONS (30/04/2015).
- Un rejet d'ammoniac par les soupapes de sécurité chez OMNOVA SOLUTIONS (01/07/2015)
- Une fuite d'ammoniac chez YARA (05/08/2015)

- Un dégagement de vapeurs d'ammoniac chez YARA (03/09/2015)
- Une fuite d'éthylène chez TOTAL Petrochemicals France (17/10/2015).
- Une explosion dans un broyeur dans l'atelier de production de déchets solides broyés occupé par CODERES chez ETARES (26/10/2015).



Sirène Hôtel de Ville du Havre

Suite - Incidents & accidents relevés en 2015 :

Il n'y a pas eu de déclenchement intempestif.

Suite - Extension du réseau de sirènes en 2015 :

Installation de 2 sirènes supplémentaires sur le territoire de la CODAH (EDLS à Rouelles et ISOPLAST à Harfleur)

En perspective, 3 sirènes en 2016 et 4 sirènes en 2017.



Les risques naturels

La marée du siècle en 2015 sans dommage ! Le 21 mars 2015 a eu lieu la « marée du siècle » car le phénomène se reproduit environ tous les 18 ans (223 lunaisons, cycle de « Saros »). Un coefficient de 119 sur l'échelle de 20 à 120 était prévu pour **le samedi 21 mars 2015** (information du Service Hydrographique et Océanique de la Marine (SHOM)). Aucun incident de submersion n'a été recensé sur le secteur du Havre. Un éventuel débordement aurait supposé qu'une surcote marine liée au passage d'une forte tempête s'additionne à une grande marée, et cela au moment de la marée haute.



Bassin du Commerce – Centre ville du Havre

Territoire à Risque Inondation (TRI) du Havre en 2015.

Les services de l'Etat ont lancé l'élaboration de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI). Un séminaire participatif a été organisé à Gonfreville-l'Orcher et a accueilli toutes les parties prenantes du TRI. Il visait à proposer des dispositions répondant aux 4 grands objectifs du TRI :

- 1 – Réduire la vulnérabilité des territoires ;
- 2 – Agir sur **l'aléa** pour réduire le coût des dommages ;

- 3 – Raccourcir fortement le **déla**i de retour à la normale des territoires sinistrés ;
- 4 – **Mobiliser tous les acteurs**, via le maintien et le développement de la **culture du risque**.

Une étude d'aléa Submersions marines de Sainte-Adresse à Tancarville : un groupement de commande a été créé entre l'Etat, le GPMH, Caux Estuaire et la CODAH. Son but est de financer l'étude hydraulique. L'ORMES a apporté son expertise et ses études à l'élaboration du cahier des charges. L'étude, confiée au bureau d'étude ANTEA, livrera ses résultats en 2017. Elle contribuera à élaborer le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) prescrit en juillet 2015 et alimentera la future SLGRI.



Digue Sud – Port du Havre

Report de la compétence gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (Gemapi) en 2018.

Dans le cadre de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre), l'attribution aux intercommunalités de cette compétence obligatoire est reportée en 2018.

Glossaire

AESN

Agence de l'eau Seine Normandie

ANSSI

Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information

AOT

Autorisation d'Occupation Temporaire

AURH

Agence d'Urbanisme de la Région du Havre et de l'estuaire de la Seine

CCI Seine Estuaire

Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire

CEA

Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives

CEREMA

Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement

CERES

Code d'Évaluations Rapides Environnementales et Sanitaires

CODAH

Communauté de l'Agglomération Havraise

CCRI-CCIH

Commission Risque Industriel de la CCIH

CTeeSMES

Commission Technique d'étude et d'évaluation des Surcotes Marines dans l'Estuaire de la Seine

E-SECUZIP-LH

Ensemble pour la sécurité de la zone industrielle et portuaire du Havre

DCE

Direction du Cycle de l'eau (CODAH)

DDTM

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

DIRM

Direction pour l'Information sur les Risques Majeurs (CODAH)

DREAL

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

GIP

Groupement d'Intérêt Public

GPMH

Grand Port Maritime du Havre

Gemapi

Gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations

GPMR

Grand Port Maritime de Rouen

HCFDC

Haut Comité Français pour la Défense Civile

MEDDE

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

ORMES

Office des Risques Majeurs de l'Estuaire de la Seine

PCS

Plan Communaux de Sauvegarde

PMA

Plan de Mise à l'Abri

POA

Personnes et Organismes Associés

POI

Plan d'Opération Interne

PPI

Plan Particulier d'Intervention

PPRL

Plan de Prévention des Risques Littoraux

PPRT

Plan de Prévention des Risques Technologiques

PRECIEU

PRogramme d'Etudes sur la Contrainte d'Inondation dans les projets urbains en Espaces Inondables

R&D

Recherche et Développement

RCU-ZIP

Réponse Collective aux situations d'Urgence de la ZIP

SDIS

Service Départemental d'Incendie et de Secours

SHOM

Service Hydrographique et Océanique de la Marine

SLGRI

Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation

SIRACED-PC

Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense – Protection Civile

TRI

Territoires à Risques Importants d'inondation

ZIP

Zone d'activités Industrielles et Portuaires

Les membres

Les membres fondateurs



Les industriels

SEVESO Seuils Hauts

CARE
CHEVRON ORONITE
CIM
ERAMET
LBC SOGESTROL
LUBRIZOL
OMNOVA SOLUTIONS
SHMPP
SIGALNOR
TOTAL FRANCE
TOTAL FLUIDES
TOTAL
PETROCHEMICALS
YARA

SEVESO Seuils Bas

AIR LIQUIDE - SOGIF
PG COATING

Etablissements générant des risques

EDF
SEREP
SEDIBEX

Autres acteurs économiques

AIRCELLE

* acteur sortant en 2015

Les communes

Cauville
Deauville
Épouville
Épretot
Étainhus
Fontaine-la-Mallet
Fontenay
Gainneville
Gommerville
Gonfreville-l'Orcher
Graimbouville
Harfleur
Honfleur
La Cerlangue
La Remuée
La Rivière-Saint-Sauveur
Le Havre
Les Trois-Pierres
Manéglise
Mannevillette
Montivilliers
Notre-Dame-du-Bec
Octeville-sur-Mer
Oudalle
Rogerville
Rolleville
Sainneville-sur-Seine
Saint-Aubin-Routot
Sainte-Adresse
*Saint-Gatien-des-Bois
Saint-Gilles-de-la-Neuille
Saint-Laurent-de-Brèvedent
Saint-Martin-du-Manoir
Saint-Romain-de-Colbosc
Saint-Vigor-d'Ymonville
Saint-Vincent-de-Cramesnil
Sandouville

Le bureau



Président

Edouard PHILIPPE

2nd Vice-président

Vincent MALFERE

Trésorier

François HAAS

1^{er} Vice-président

Didier SANSON

Secrétaire général

Emmanuel LUDOT

Le conseil d'administration

CODAH

Edouard PHILIPPE,
Député, Maire
du Havre,
Président

Jean-Paul
LECOQ, Maire de
Gonfreville-
l'Orcher, Vice-
président en
charge des
risques majeurs
Daniel SOUDANT,
Maire de
Manéglise, 11^{ème}
Vice-président

CAUX-ESTUAIRE

Didier SANSON,
Maire d'Etainhus,
Président

Jacques
DELLERIE, Maire
de Sandouville,
Vice-président
Jean-Michel
ARGENTIN, Maire
d'Oudalle

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE Seine Estuaire

François HAAS,
Vice- président

COMMISSION RISQUES INDUSTRIELS DE LA CCIH

Olivier CLAVAUD*,
Directeur de
CHEVRON-ORONITE
Patrick VERLAINE,
Membre de
commission risque de
la CCIH

GRAND PORT MARITIME DU HAVRE

Vincent MALFERE,
Directeur général
adjoint de
l'exploitation
Emmanuel LUDOT,
Directeur de la
zone industrialo-
portuaire

VILLE DU HAVRE

Agnès FIRMIN LE BODO,
Adjoint au maire,
Chargée de la qualité de
vie, de la prévention et
de la sécurité

ENTREPRISE NON-GÉNÉRATRICE DE RISQUES AIRCELLE

Jean-Marie DUBOS,
Directeur

UNIVERSITE DU HAVRE

Pascal REGHEM,
Président
Dimitri LEFEBVRE,
Professeur des
universités

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU PAYS D'AUGE**

Christian FOUGERAY,
Président

* A remplacé M. Roussel

** acteur sortant en 2015

Dates clefs 2015

Conseil
Administration
19 février 2015
2 juillet 2015
19 novembre 2015

Assemblée Générale
Ordinaire
2 juillet 2015

Assemblée Générale
Extraordinaire
2 juillet 2015

Les collaborateurs

Administration et communication

Virginie PAPE

Assistante de Direction

Em@il :

Virginie.pape@ormes.asso.fr

Téléphone : 02.32.74.86.70

Chargé de mission

Ismahène TOUATI - SEKKAÏ, Ingénieur

Chargée d'études risques technologiques

Em@il :

ismahene.touati@ormes.asso.fr

Téléphone : 02.77.61.26.17

Animation des commissions

Jean-Sébastien CHABOCHE

Adjoint au DGA Qualité de la Vie – CODAH

Atelier Information Préventive

Em@il :

jean-sebastien.chaboche@codah.fr

Téléphone : 02.35.22.24.19

Pascal MALLET

Directeur-adjoint de l'Information sur les Risques Majeurs - CODAH

Commission surcotes marines

Em@il :

pascal.mallet@codah.fr

Téléphone : 02.35.22.25.39

Réponse Collective aux Situations d'Urgence de la Zone Industrielle et Portuaire du Havre (RCU-ZIP)



Les acteurs

Collectivités

Caux-Estuaire
CCI Seine Estuaire
CODAH - Ville du Havre

Industriel SEVESO
TOTAL

Activité Portuaire
GPMH

Services d'urgence
SDIS76

Activités Industrielles
AIRCELLE PONTICELLI
Usine Renault de Sandouville

Services de l'Etat
DREAL HN DDTM
SIRACED-PC

Association
AIR NORMAND
ORMES
E-SECUZIP-LH

Les impacts du PPRT en quelques chiffres :

350 habitations
Coûts des travaux entre
1M€ et 3,9 M€

250 activités économiques
16 sites SEVESO seuils hauts
Dont 65 sont situées en secteur de
mesures foncières
Estimations foncières :
12M€ à 15 M€

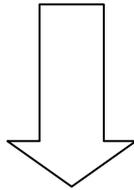
Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Calendrier

2001 – Accident de Toulouse AZF
30/07/2003 – Loi Risque : création des PPRT
- réduction des risques à la source
- nouvelles règles d'urbanisme
- renforcement du bâti

17/02/2010 – PPRT du Havre prescrit : les acteurs concernés, industriels et salariés, public et riverains, élus, et services de l'Etat élaborent ces mesures dans le cadre d'une concertation. Les mesures formulées dans un arrêté préfectoral s'imposeront aux documents d'urbanisme (POS/PLU).

2015 – PPRT - phase de stratégie



Été 2016 – PPRT - enquête publique

Protéger les populations

Les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ont été introduits par la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, à la suite de la catastrophe de l'usine AZF. Ils visent à assurer la protection des populations vivant à proximité des sites industriels dits « Seveso seuil haut », et à garantir une bonne coexistence entre ces sites et l'urbanisation environnante.

L'enjeu pour la zone industrialo portuaire du Havre est aussi le maintien et le développement de l'activité économique.

Les communes concernées par le PPRT sont : Le Havre, Gonfreville-l'Orcher, Rogerville, Oudalle et Sandouville.

Préserver le développement économique

L'Etat a rédigé trois documents :

- une note, en mai 2011, sur les activités économiques prévoyant le maintien d'activités sous condition d'établissements de plans de protection des salariés ;
- une circulaire, le 25 juin 2013, autorisant l'extension ou le développement de nouvelles activités économiques sous condition de la mise en place d'une gouvernance locale, grâce à l'engagement juridique de chaque opérateur à participer aux opérations collectives de sécurité.
- une ordonnance n°2015-1324 du 22 octobre 2015 donnant la possibilité de prescrire des mesures alternatives aux mesures foncières apportant une amélioration substantielle de la protection des personnes. Le coût des mesures alternatives sera limité au coût des mesures foncières évitées. Le financement sera tripartite Etat – Collectivités - Industriels.

Ces éléments encadrent la démarche collective autour des mesures organisationnelles dans l'estuaire de la Seine.

Les initiatives locales :

Plusieurs études ont été menées par les acteurs du territoire. Ces études ont conduit à la rédaction d'une note de cadrage proposant un programme d'action « Réponse Collective aux situations d'Urgence de la ZIP » RCU-ZIP.

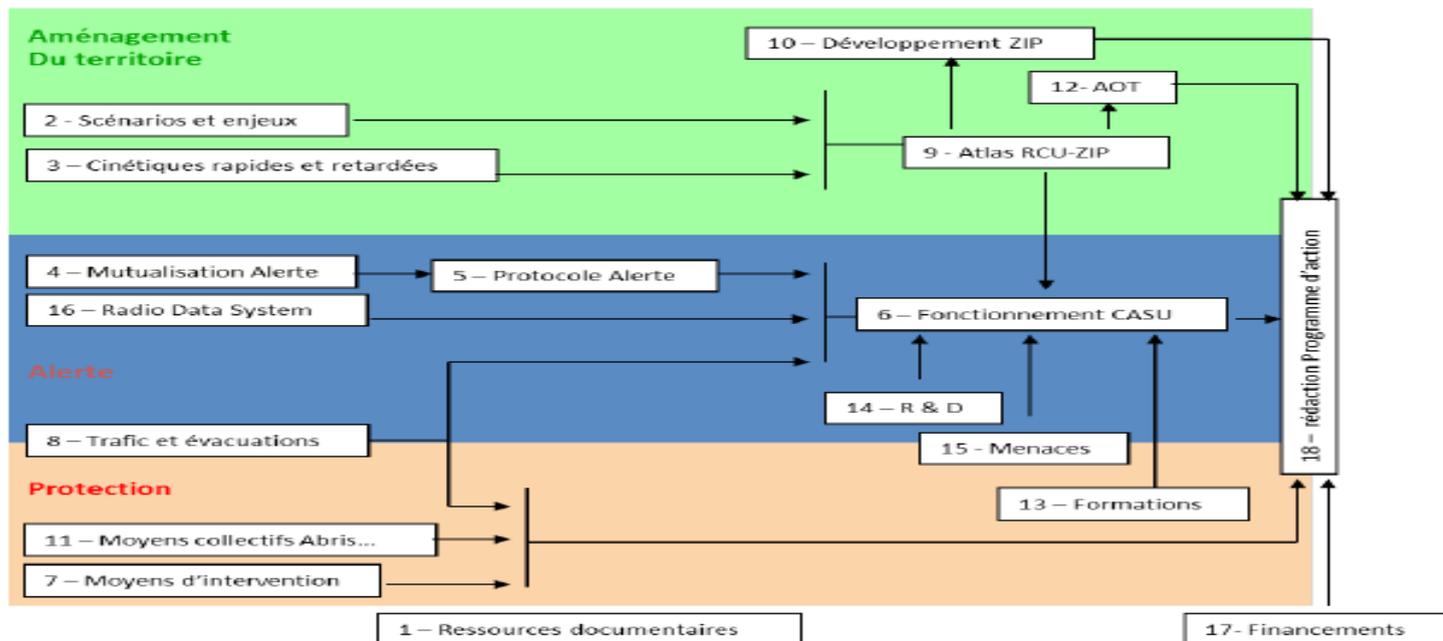
La commission « risques industriels » de la CCIH a été considérée comme le porteur de la démarche par la DREAL. A ce titre, elle a travaillé pour un projet d'association des industriels et du port.

En parallèle, la DREAL et la DDTM 76 ont mis en place un groupe de travail sur la stratégie du PPRT qui travaille sur l'élaboration d'un projet de règlement du PPRT concernant les implantations existantes et futures sur la ZIP. L'ORMES est membre de ce groupe de travail et a participé à 15 réunions de travail sur 2015.

A retenir en 2015

L'association E-SECUZIP-LH, créée en 2015 qui regroupe les industriels SEVESO, les entreprises impactées et le GPMH est la nouvelle gouvernance collective de la sécurité.

Axes stratégiques



Les Unités de projet - UP

Programmation – Ressources et financements

Rédaction du programme d'action (18)

Cette unité de projet assure le secrétariat de la commission. Elle a pour rôle de rédiger le projet global avec l'ensemble des travaux menés dans les autres unités de projet.

Ressources documentaires (1)

Il s'agit pour cette unité de projet de rassembler les textes législatifs et techniques, mais aussi les études, réflexions, avis ou exemples de ce qui est mis en place sur les autres zones soumises à un PPRT.

Inventaire des dispositifs de financements envisageables (17)

Le travail de cette unité de projet sera lancé quand des chiffrages seront disponibles, permettant ainsi une évaluation des coûts du PPRT et des coûts de la RCU-ZIP.

Le programme d'action « Réponse Collective aux situations d'Urgence de la ZIP » RCU-ZIP, complémentaire du PPRT, identifie trois domaines principaux :

- L'aménagement du territoire
- L'alerte des populations
- La protection des populations

Un quatrième domaine concerne le traitement de l'information, le conseil aux entreprises et la recherche et développement.

La commission RCU-ZIP élabore un programme d'action adapté au calendrier du PPRT.

A titre indicatif :

Les coûts PPRT comprennent notamment les coûts des mesures complémentaires de réduction du risque à la source, des impacts sur le foncier (expropriation, délaissement, préemption), des travaux de renforcement du bâti...

Les coûts RCU-ZIP comprennent les coûts des mesures individuelles ou collectives adaptées à la vie des entreprises, des équipements de protection des individus..

Aménagement du territoire

Scénarios et enjeux (2)

Des études et travaux sont nécessaires pour une utilisation à visée opérationnelle des scénarios d'aléas du PPRT. (Voir unité de projet n°9 ci-contre).

Suite à des réductions des risques à la source chez certains industriels, l'ORMES a demandé les dernières mises à jour des PhD auprès de la DREAL (livraison prévue avril 2016).

Cinétiques lentes et retardées (3)

Il s'agit dans cette unité de projet d'évaluer les scénarios d'accident qui donnent un certain délai pour réagir aux acteurs par rapport aux capacités et délais de protection des populations avant qu'elles soient impactées. (Voir unité de projet n°9 ci-contre)

Autorisations d'Occupations Temporaires (12)

Cette unité de projet travaille sur la prolongation et le renouvellement des AOT délivré par le GPMH sur la zone industrielle portuaire à la fois pendant l'instruction du PPRT (courte durée) ainsi qu'après son approbation. L'adhésion par les établissements concernés à la gouvernance collective pilotée par les industriels est à étudier et à prévoir (des clauses spécifiques aux contrats seront insérées).

Atlas RCU-ZIP : plus de 4 000 scénarios d'accidents (9)

La convention d'échange des données numériques entre l'ORMES et la DREAL a permis de construire une base de données géographiques qui contient les périmètres d'effets des scénarios à cinétique rapide (>4050) et à cinétique lente (185) retenus pour le PPRT mais aussi les scénarios inclus dans le PPI (188). La cartographie des bâtiments du périmètre d'étude du PPRT a été menée à terme par l'ORMES puis partagée avec la DDTM (1 026 bâtis identifiés).

L'Atlas RCU-ZIP est un outil opérationnel en attente des données DREAL.

A titre indicatif :

Les scénarios :

- « à cinétique rapide » : les effets interviennent immédiatement dès le début de l'accident.
- « à cinétique lente » : voir unité de projet n°3
- « inclus dans le PPI » : scénarios pessimistes et rares (très faibles probabilités d'occurrence)

Chaque scénario définit plusieurs périmètres d'aléas suivant sa gravité décroissante à partir de la source : très graves ou graves, irréversibles et de bris de vitres.

Prospectives de développement de la ZIP (10)

Il s'agit ici de prendre en compte le schéma de développement portuaire conduit par le GPMH sur la ZIP. Il sera présenté aux services de l'Etat au premier semestre 2015.

Alerte

Mutualisation de l'alerte (4)

Une étude des moyens existants a été confiée au cabinet IDL Conseil. A la lecture du rapport final, les membres de l'unité de projet ont ainsi formulé un objectif général de mutualisation : « Garantir collectivement une qualité d'alerte et d'information plus élevée que celle actuellement délivrée individuellement par chaque acteur, pour assurer une alerte dans des délais optimum de toutes les activités de la ZIP ».

Radio locale (16)

Cette unité de projet sera lancée quand les travaux sur l'utilisation du Radio Data System (RDS-FM) auront été réalisés.

Protocole d'alerte (5)

Ces travaux débiteront lorsque tout le dispositif de protection des populations aura été défini. Ils compléteront le protocole d'alerte signé par tous les acteurs et intégré au PPI.

Gestion du trafic et des capacités d'évacuation (8)

Afin de mettre au point une coordination de la gestion du trafic entre tous les acteurs impliqués dans un évènement majeur mettant en danger les vies des personnes travaillant ou circulant dans le périmètre de la ZIP, une étude a été commandée par l'ORMES au cabinet ARTELIA afin de proposer une organisation adaptée à la problématique des incidents majeurs.

En 2015, l'ORMES a reçu le rapport du cabinet ARTELIA.

Fonctionnement du Centre d'Appui (6)

Cette unité de projet synthétisera toutes les réflexions des autres unités de projet pour définir un projet d'infrastructure et de fonctionnement d'un futur centre d'appui.

Intégration des résultats de R&D (14)

Une nouvelle « convention d'expérimentation pour la recherche et le développement de solutions améliorant la réponse collective aux situations d'urgence de la ZIP du Havre » a été signée à la fin de l'année 2013. Dans ce cadre, des travaux sont menés sur la modélisation de nuages toxiques, pour le développement de la plateforme SécuRévi, autour de la veille et l'utilisation des réseaux sociaux en cas de crise...

En 2015, l'ORMES a reçu les premiers résultats des travaux avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Prise en compte des menaces (15)

Il s'agit d'un travail spécifique avec les services de la défense nationale.

Protection

Moyens de mise à l'abri/confinement collectif/ évacuation protégée (11)

L'objectif initial est de constituer une base de données des outils, des techniques, des moyens, des signalétiques, pouvant être mis en œuvre pour une protection individuelle ou une mise à l'abri collective.

Diffusion des connaissances et assistance aux activités de la ZIP (13)

Il s'agit de définir dans cette unité :

- l'ensemble des projets de formation à mettre en œuvre pour permettre à chaque activité économique de la ZIP de développer son plan de mise à l'abri de son personnel.
- une nouvelle politique publique de protection de la population, adaptée aux nouveaux enjeux du PPRT et de la RCU-ZIP, à projeter sur les cinq années à venir.

Mutualisation des moyens d'intervention (7)

Cette unité de projet a terminé ses travaux en proposant une grille d'évaluation, commune à l'ensemble des établissements SEVESO, du niveau de réponse face à un évènement. Elle a aussi permis de dresser la liste des conventions entre industriels qui sont en vigueur à l'heure actuelle dans la ZIP. Les membres ont constaté que des moyens existants de lutte contre les feux d'hydrocarbures sont adaptés. Il faudra porter une attention particulière aux moyens d'intervention en ambiance toxique. Ils se sont aussi prononcés en faveur de l'implantation d'un plateau d'entraînement spécifique sur la ZIP

Des synergies aux partenariats

SécuRévi : une plateforme numérique globale à disposition de tous

L'outil SécuRévi est une plateforme technologique de management des risques. Elle est orientée vers la connaissance, la formation et l'intervention.

Une version a été installée à l'ORMES. Elle contient actuellement les plans de mise à l'abri disponibles à la CODAH, les dossiers départementaux sur les risques majeurs, les dossiers d'information communaux sur les risques majeurs, certains plans communaux de sauvegarde...

Un ensemble de données géographiques a également été intégré en complément du système d'information géographique existant développé par la CODAH.

De plus, l'outil de « gestion et de suivi de situations » (SiTAc) embarqué dans la plateforme SecuRevi est composé de prises de vue aériennes par drones. Celles-ci constituent des vues panoramiques des sites clés du bassin de risques.

Depuis l'acquisition et le déploiement de la plateforme par l'ORMES en 2013, l'objectif est d'améliorer la sécurité des données informatiques et l'échange de ces informations en conditions hautement sécurisées.

En complément de l'utilisation de solutions de cryptage validées par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Informations (ANSSI) et d'une collaboration constante avec cette agence, l'ORMES a acquis une solution logicielle de cryptage en cours de déploiement sur les outils mobiles accueillant la plateforme de façon à garantir la confidentialité des informations contenues dans les banques de données.



Exemple de document communal



Exemple d'un cliché photo pris par un drone

Vous avez dit SécuRévi ?

SécuRévi est une base de connaissance multirisque, multiservice et pluridisciplinaire (Société Innovadis). Les concepts et les méthodologies déployés pour l'implémentation de cet outil ont été développés par la Direction Expertise Recherche et Développement (DERD) du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère (SDIS29).

Le club utilisateur : EDF Division de la production nucléaire ; TOTAL France, Groupe Leclerc, l'ORMES...

Une convention d'expérimentation pour des projets multiples

Les partenaires : SIRACED-PC, DREAL, DDTM, CODAH, SDIS, GPMH, CRI-CCIH, Météo-France, Air Normand

Les projets : Modélisation de nuages toxiques, Veille et Médias sociaux, plateforme de simulation...

A la fin de l'année 2013, une convention d'expérimentation a été signée par l'ensemble des partenaires dans le but de rechercher, d'évaluer et d'organiser de nouveaux outils permettant une amélioration globale de la sécurité sur la ZIP du Havre. De nombreux projets de recherche et de développement étaient d'ores et déjà identifiés avec certains partenaires. Certains d'entre eux ont déjà fait l'objet d'accords ou de conventions spécifiques avec des parties prenantes ou des partenaires.

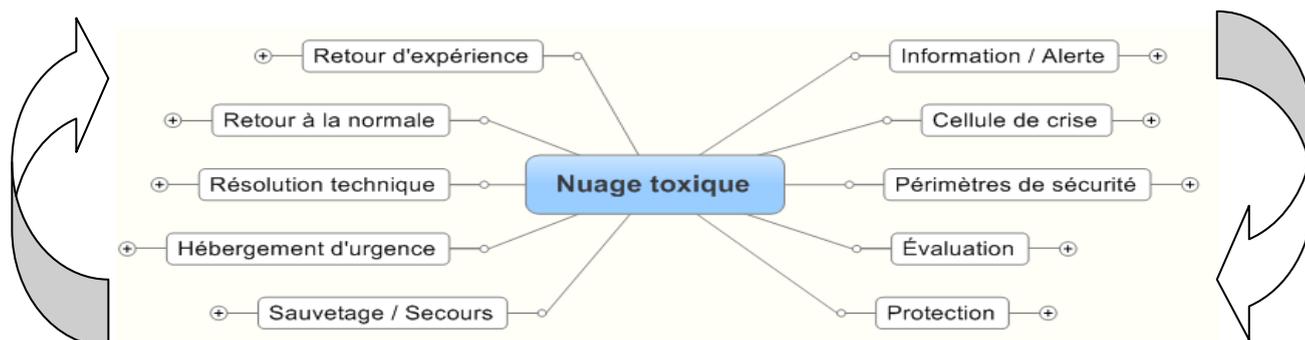
A titre d'exemple, l'ORMES travaille depuis la fin 2013 avec le CEA sur des modélisations de dispersion toxique dans l'air. Cette convention vise à organiser le fonctionnement des outils disponibles à la CODAH actuellement (Safer HR) avec des outils spécifiques du CEA (le modèle CERES).

L'ORMES travaille également avec la société MASAGroup, pour le développement d'outils de simulation adaptés au traitement de crises. Le but de ce projet est d'obtenir des simulations qui s'intégreraient dans les exercices de traitement de crise mais également des outils opérationnels pour le futur centre d'appui.

Durant l'année 2013, Air Normand a également signé la convention d'expérimentation. Suite au rapport sur la fuite à Lubrizol Rouen, Air Normand et Air Rhône Alpes mènent conjointement des travaux pour éventuellement développer des réseaux de mesures adaptés à la problématique des événements incommodants.

Enfin, l'ORMES élabore un atlas de schémas organisationnels qui séquentent dans un même schéma des réponses successives face à un événement donné. Celui-ci sera mis à la disposition de l'ensemble des membres après finalisation.

Exemple de schéma organisationnel développé par la CODAH pour un accident de nuage toxique



Commission « Surcotes Marines »*



* Commission Technique d'étude et d'évaluation des Surcotes Marines dans l'Estuaire de la Seine (CTeeSMES)

Les acteurs

Collectivités

CODAH
Ville du Havre
Ville d'Honfleur

Activités Portuaires

GPMH
GPMR

Services de l'Etat :
Laboratoire
d'Hydraulique Saint-
Venant (CEREMA),
Météo-France

Associations

ORMES
AURH

Autres organismes

GIP Seine Aval
AESN
Université du Havre

Des enjeux importants

- 3 500 bâtiments d'habitation
- 300 bâtiments à enjeux pour le territoire
- 2 000 bâtiments d'activités économiques
- 1 000 réservoirs industriels
- 34 usines à risques du PPI
- Plusieurs centaines de kilomètres de voies ferrées

Rappel des objectifs de l'étude et les résultats 2015

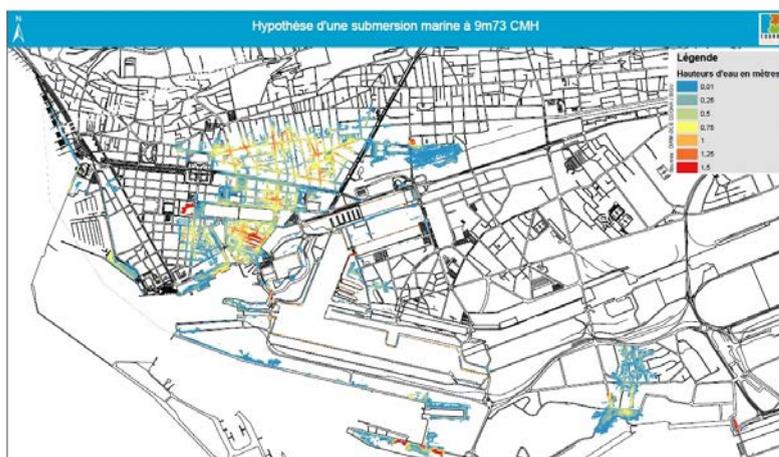
Les objectifs

Développer la résilience du territoire grâce à l'amélioration de la connaissance des risques et la définition d'une stratégie de gestion des risques.

Les principales avancées 2015

- Vidéos des scénarios de submersion marine (CODAH/DCE)
- Diffusion de la connaissance (ORMES/CODAH)
- Définition partagée de la stratégie de gestion des risques
- Sensibilisation, informations des parties prenantes
- Premières initiatives de plan d'actions : CODAH, GPMH, Ville du Havre
- Avancement des travaux du projet PRECIEU

L'ORMES a apporté son expertise et ses études afin d'élaborer le cahier des charges de l'étude d'aléa submersion marine de Sainte-Adresse et Tancarville.



Perspectives :

Poursuite de l'amélioration des connaissances en 2016 avec les partenaires

- Etude d'aléa submersion marine sur la Plaine Alluviale Nord de l'Estuaire de la Seine : Etat / GPMH / CODAH / Caux Estuaire / ORMES
- Elévation du niveau marin – couplage modèles maritime et fluvial : GIP Seine Aval / CEREMA / DREAL – SPC
- Programme de recherche en urbanisme résilient PRECIEU : Université de Tours, Université de Perpignan

Accompagnement des acteurs dans la mise en œuvre de la Stratégie : Membres de l'ORMES, ERDF et autres opérateurs de réseaux.

Participation à la politique de co-construction de gestion des risques en 2015 :

- Participation au COTECH du PPR Littoral (prescrit par le Préfet en juillet 2015)
- Participation à la démarche de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation

Valorisation scientifique, technique et territoriale, faire savoir notre expérience collective innovante

- CEREMA, GIP Seine Aval (colloques internationaux et nationaux, publications)
- HCFDC, Réseau Idéal Connaissance (MEDDE)
- RDT
- 2016 – Assises nationales des risques naturels



L'information et la communication

Objectifs

L'un des objectifs de l'association est d'augmenter globalement la préparation des populations face aux risques majeurs.

L'information préventive des populations et le développement des bonnes pratiques lors des événements majeurs sont au cœur de notre politique de communication.

En 2013, à la demande du conseil d'administration, un atelier de réflexion de l'information préventive a été proposé à l'ensemble des membres de l'ORMES. Pour instaurer une nouvelle dynamique de l'information préventive, il s'agit de mettre en œuvre une véritable politique publique de protection de la population dans le cadre du déploiement du PPRT.

Médias Sociaux et Gestion des Urgences

Par la création du compte Twitter @alertestuaire, l'ORMES s'est doté d'un outil de communication, alimenté par l'équipe d'astreinte. Par ce canal, l'association rejoint les réseaux sociaux, organise une veille active, diffuse de l'information préventive ou informe le grand public en cas d'évènement.

Ce compte est suivi par les médias régionaux et est utilisé comme source directe d'informations.



Vers une politique publique

La politique publique de protection des citoyens est une stratégie menée par l'ORMES mais s'appuyant sur l'ensemble des membres de l'association qui disposent des

moyens nécessaires pour agir sur la situation actuelle du citoyen face aux risques majeurs.

Dans un souci de cohérence avec les mesures du PPRT, les membres de l'ORMES se fixent un délai de 5 ans pour atteindre une protection effective de chaque citoyen.

Les ateliers de l'Information Préventive

L'atelier IP en 2015

4 séances plénières de l'atelier IP
Regroupant : les communes, les industriels, le GPMH, la CODAH et Caux Estuaire

Avec une forte participation d'élus des petites communes

Création d'un groupe de travail sur l'élaboration d'une formation aux comportements à avoir en cas de nuage toxique - 6 réunions de travail

Le premier objectif de communication grand public assigné à l'atelier est

« Etre capable d'interpréter le signal d'alerte et connaître les consignes associées »

L'année 2015 a été une année de développement des outils de communication pour la campagne de sensibilisation sur les *bons réflexes en cas d'accident industriel*.

Les outils

Une carte individuelle qui est un document simple, opérationnel qui permettra en cas d'alerte que toute personne puisse reconnaître l'alerte et se mettre en situation d'adopter les bons comportements.

Le tirage de cette carte individuelle se fera dans un premier temps à 50 000 exemplaires et diffusée dans le cadre d'une démarche cross média :

- par des présentoirs sur les guichets d'accueil en mairie, intercommunalité,...
- avec les bulletins municipaux, le journal de la CODAH, de Caux Estuaire...
- par dématérialisation sur les sites Internet.

Cette carte fait l'objet d'une affiche à apposer dans tous les lieux publics pour ceux qui le souhaitent afin de sensibiliser la population.

La diffusion débutera au 1^{er} trimestre 2016.



Ce document a été validé par les services de l'Etat et a reçu un accueil favorable.

Elaboration d'une formation aux comportements à avoir en cas de nuage toxique

Un groupe de travail a été mis en place pour avancer sur la proposition d'un cahier des charges de la formation inspiré de l'action de la ville d'Orléans et du CEPRI en la transposant à la problématique locale de l'Estuaire de la Seine : le risque du nuage toxique et ses effets sur la personne.

L'idée est de dérouler une formation aux agents communaux pour qu'ils soient acteurs de leur propre sécurité en cas d'accident technologique et qu'ils soient des relais de l'information et moteur dans la mise en place de plan de mise à l'abri (PMA).

Une formation en trois temps :

- un premier temps dont l'objectif est d'amener les participants à percevoir, prendre conscience et accepter le risque.

- un deuxième temps d'appropriation, pendant lequel les participants, guidés par une feuille de route, démarrent le diagnostic de leur situation personnelle.
- un troisième temps, de nouveau en formation, consacré à détailler les différentes phases d'un événement et les moyens d'action dont les participants disposent.

La ville d'Harfleur sera le pilote de la formation compte-tenu de sa taille raisonnable pour la tester et de sa situation géographique

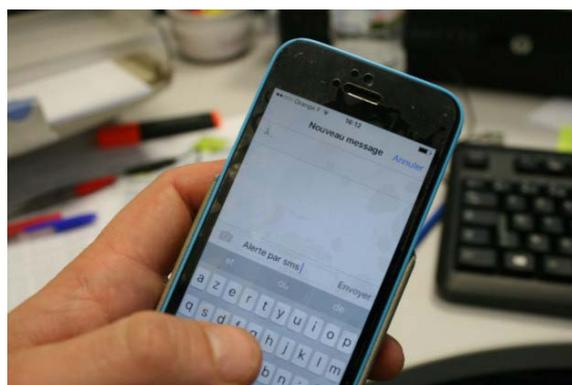
Cette formation s'inscrit dans la continuité des autres actions. Elle s'appuie sur la somme des informations transmises par le biais des autres actions et elle donne de la cohérence à l'ensemble.

Risques majeurs et information numérique

Un nouveau vecteur d'information, le numérique a été présenté aux membres de l'atelier IP.

Il s'agit de s'appuyer sur des outils généralisés comme les smartphones, les tablettes... et d'intégrer les réseaux sociaux pour communiquer, fédérer, veiller et gérer de l'information.

Les membres de l'atelier souhaitent que ces développements potentiels ciblent à la fois l'information préventive et l'alerte.



2016 sera le début de de la phase opérationnelle permettant de toucher le grand public.

Dans l'avenir, **d'autres cibles** pourront être proposées par les membres de l'atelier IP en

direction desquelles des actions spécifiques de communication pourront être proposées par l'atelier à valider en fonction des priorités et des moyens par le Conseil d'Administration de l'ORMES.



Le Haut Comité Français pour la Défense Civile

Visite de la session nationale

Le 6 novembre 2015, la promotion 2015 de la session nationale « Résilience et sécurité sociétales » du Haut Comité Français pour la Défense Civile est venue au Havre sur l'invitation de l'ORMES.

Dans le cadre de cette journée d'étude sur le terrain, l'ensemble des auditeurs a pu profiter d'une nouvelle présentation des enjeux locaux :

- d'une présentation du territoire avec la prise en compte des risques et des acteurs de la gestion des risques (M. Jean-Louis MIGNARD, DGA de la CODAH et Mme Ludivine BLOQUEL, DIRM – CODAH) ;
- d'une présentation des risques industriels avec notamment l'atlas des risques élaboré par Mme Ismahéne TOUATI-SEKKAÏ (présentation conjointe avec M. Olivier BOREL, DIRM – CODAH) ;

- d'une présentation du risque inondation : quelle prise en compte ? quelle gouvernance ? qu'est-ce que l'on fait ? Point sur les programmes de travaux (M. Emmanuel HAUCHARD, Cycle de l'eau – CODAH) ;
- d'une présentation sur la gestion des submersions marines sur l'estuaire de la Seine (M. Pascal MALLET, pilote de la démarche).

En outre, un moment d'échanges autour une table ronde s'est tenue avec les acteurs de la commission RCU-ZIP de l'ORMES (communes, industriels, GPMH, DREAL HN, DDTM).

Les retours positifs du HCFDC attestent de l'intérêt que les auditeurs ont manifesté.

Le HCFDC souhaite pouvoir renouveler cette expérience en 2016.

